COCOS (RICO) ?

(Europe : le bilan des communistes)

Ce n'est qu'en 1973, après des années de discrimination, que les communistes français ont enfin pu siéger à l'Assemblée européenne. Qu'ont-ils fait dans cette assemblée?

Qu'y ont-ils trouvé en 1973? Une enceinte feutrée où l'on approuvait les décisions prises à Bruxelles, comme si le Marché commun existait en dehors des problèmes de la vie, du chômage, de la dureté de la crise capitaliste, des réalités nationales très diverses.

La voix des travailleurs

Le premier apport des communistes, c'est d'avoir tout de suite fait entendre la voix des travailleurs, introduit une dimension nouvelle - celle de la lutte des classes -, dénoncé l'action omniprésente et le poids des multinationales.

Ainsi, ils ont porté au niveau européen la dénonciation du racket pétrolier; ils ont soulevé les revendications des travailleurs français et des autres pays de la communauté : chômage, conditions de travail, salaires, discriminations à l'égard des femmes, des immigrés.

Ils ont dénoncé constamment, contrairement à tous les autres élus français, les plans de casse agricole et industrielle, les conséquences désastreuses de la CECA sur le charbon et l'acier et sur d'autres secteurs industriels : chantiers navals, textile, automobile, aéronautique.

Pour l'indépendance et la coopération

Ils ont aussi défendu avec ténécité l'indépendance et la souveraineté contre toutes les ingérences qui attentent à la liberté de la France comme des autres nations (sommet de Porto-Rico, interventions des USA, de la RFA ou de la CEE dans les affaires intérieures de l'Italie, du Portugal ou de la France).

Ils ont fait connaître leur position sur le nouvel ordre économique international et fait condamner par la CEE les régimes racistes d'Afrique du Sud et du Zimbabwe (Rhodésie).

.../...

Pour la démocratie

Face à une assemblée qui pratique une conception sélective de la démocratie, les communistes ont défendu la liberté partout et pour tous les hommes : c'est grâce à eux que l'Assemblée est intervenue pour la démocratie en Espagne, la libération des prisonniers politiques, la légalisation du PC espagnol. De même, pour arracher Luis Corvalan des geôles de Pinochet; pour soutenir le peuple iranien contre la dictature du chah; pour témoigner une solidarité à tous les peuples qui se battent pour la liberté, de l'Afrique du Sud au Liban, des "Dix de Wilmington" aux démocrates d'Uruguay.

Mais c'est d'abord contre les atteintes aux libertés dans la CEE que se sont dressés les élus communistes. Qui, s'ils n'avaient été là, aurait dénoncé les internements sans jugement, les tortures, l'existence de véritables camps de concentration en Irlande du Nord? Qui aurait fait connaître et ne cesse d'exiger la suppression des Berufsverboten en RFA? Qui aurait révélé que les fonctionnaires de la CEE sont soumis à des questionnaires politico-policiers?

C'est grâce aussi aux élus communistes que la question du néonazisme et de l'antisémitisme a été débattue (non-prescription des crimes de guerre nazis).

Ce bilan montre que pour les communistes, l'Europe est aussi un terrain de lutte des classes et non une rengaine pour bercer le désespoir et la misère.

Les enjeux du 10 JUIN sont décisifs pour notre avenir et celui de la France : qui défendra l'indépendance antionale et s'opposera à la supranationalité? Quel rôle jouera l'eurocommunisme? Après tant d'autres secteurs, la recherche sera-t-elle sacrifiée à l'Europe de Ceyrac-Thyssen-Agnelli and Co.?

VENEZ EN DEBATTRE	J E U D I 7 J U I N
	à 12 h 30,
HALL	avec Félix DAMETTE, candidat PCF
de la MSH	aux élections européennes

Les communistes de la MSH

1979